



## ARRETÉ N° 18/2018

signé par  
Jean-Charles MANRIQUE, Directeur Général des Services du Conseil Départemental d'Eure-et-Loir  
et Régis ELBEZ, Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir

le 20 juillet 2018

28- Préfecture d'Eure-et-Loir  
SG- CCA

Arrêté de tarification 2019 ADSEA28  
Service d'Action éducative en milieu ouvert





WWW.EURELIEN.FR



**CONSEIL DÉPARTEMENTAL D'EURE-ET-LOIR**  
Direction générale adjointe des solidarités  
1 place Châtelet  
CS 70403  
28008 CHARTRES CEDEX

**PRÉFECTURE D'EURE-ET-LOIR**  
Place de la République  
CS 80537  
28019 CHARTRES CEDEX

Arrêté n°

**LE PRÉSIDENT DU CONSEIL  
DÉPARTEMENTAL D'EURE-ET-LOIR**

**LE PRÉFET D'EURE-ET-LOIR**

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu le code civil et notamment les articles 375 à 375-8 relatifs à l'assistance éducative ;

Vu l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État, notamment l'article 45 ;

Vu la loi n°86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

Vu la loi n°98-461 du 13 juin 1998 d'orientation et d'incitation relative à la réduction du temps de travail ;

Vu la loi n°2000-37 du 19 janvier 2000 relative à la réduction négociée du temps de travail ;

Vu la loi n°2002-2 du 02 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

Vu l'ordonnance n°45-1845 du 18 août 1945 relative au remboursement aux institutions privées des frais d'entretien et d'éducation des mineurs délinquants ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret n°2004-1136 du 21 octobre 2004 relatif au Code de l'action sociale et des familles ;

Vu le décret n° 2006-642 du 31 mai 2006 relatif au financement et à la tarification de certains établissements sociaux et médico-sociaux ;

Vu l'arrêté du 8 août 2002 relatif à la composition des groupes fonctionnels prévus au I de l'article L 315-15 du Code de l'action sociale et des familles ;

Vu la circulaire interministérielle en date du 4 novembre 1983 relative au transfert de compétences dans le domaine de l'action sociale et de la santé ;

Vu la convention passée entre le Département et l'Association départementale pour la sauvegarde de l'enfant à l'adulte en date du 30 juin 1980 ;

Vu les documents budgétaires transmis par l'Association départementale pour la sauvegarde de l'enfant à l'adulte au titre de l'exercice 2018 concernant le service d'action éducative en milieu ouvert ;

Vu la délégation de la Directrice interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse en date du 29 août 2008 donnant compétence à la Directrice territoriale Centre Orléans en matière de tarification et de contrôle du secteur associatif habilité ;

Sur les rapports de Madame la Directrice territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse Centre Orléans ;

Sur proposition de Madame la directrice territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse Centre Orléans ;

## **ARRESENT**

### **ARTICLE 1 :**

Pour l'exercice 2018, le prix de journée applicable à l'Association départementale pour la sauvegarde de l'enfant à l'adulte pour le service d'Action éducative en milieu ouvert est fixé à **9,47 €** pour une mesure d'AEMO-AED.

### **ARTICLE 2 :**

Conformément au décret n° 2006-642 du 31 mai 2006 relatif au fonctionnement et à la tarification de certains établissements sociaux et médico-sociaux, le prix de journée est fixé, à compter du **1<sup>er</sup> septembre 2018** et jusqu'au 31 décembre 2018, à **9,62 €** pour les mesures d'AEMO-AED.

### **ARTICLE 3 :**

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, le prix de journée applicable à l'Association départementale pour la sauvegarde de l'enfant à l'adulte pour le service d'Action éducative en milieu ouvert est fixé à **9,47€** pour une mesure d'AEMO-AED.

### **ARTICLE 4 :**

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir à la Direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale des Pays de Loire, Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale Greffe du TITSS Cour administrative d'appel de Nantes 2 place de l'Edit de Nantes BP 18529 44185 NANTES Cedex 4, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

**ARTICLE 5 :**

Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture d'Eure et Loir, Monsieur le Directeur général des services départementaux, Madame la Directrice territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse Centre Orléans, Madame le Payeur départemental, Monsieur le Directeur de l'association départementale pour la sauvegarde de l'enfant à l'adulte d'Eure-et-Loir, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture d'Eure et Loir et du Département d'Eure-et-Loir.

Chartres, le **20 JUL. 2018**

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
D'EURE-ET-LOIR

Par délégation  
Le Directeur général des services

Jean-Charles MAMRIQUE

LA PREFETE D'EURE-ET-LOIR

Pour la Préfète,  
Le Secrétaire Général

Régis ELBEZ